

Comité d'audit

Etablissement Français du Sang

Objet : Règlement intérieur du Comité d'audit

Direction émettrice : Direction Risques, Audits et Qualité
Nom du rédacteur : Nicolas Merlière, Justine Tran

Date : 07/07/2023

Article 1 – Objet

Le présent règlement détermine les missions, composition et modalités de fonctionnement du comité d'audit, émanation du conseil d'administration.

Article 2 – Missions

Le comité d'audit contribue à la surveillance de l'établissement. Il assiste le conseil d'administration sur les sujets pour lesquels il a une expertise reconnue et rapporte ses conclusions au conseil d'administration. Il réalise le suivi des sujets suivants :

- Suivi des risques majeurs de l'établissement et de leur évolution ;
- Suivi des actions mises en place pour pallier aux risques majeurs ;
- Suivi de l'efficacité des systèmes de surveillance, gestion des risques et audit permettant de couvrir les risques majeurs identifiés ;
- Approfondissement des sujets proposés par les membres du comité ;
- Analyse du suivi budgétaire et des impacts budgétaires ;
- Restitution des conclusions du comité d'audit au conseil d'administration.

Le comité d'audit doit notamment :

- Examiner les principaux éléments de l'information financière et comptable, en particulier les hypothèses participant à l'élaboration du budget ;
- S'assurer de la mise en place d'une approche par les risques, entre autres via le suivi de l'élaboration de la cartographie des risques majeurs de l'établissement ;
- Veiller à la mise en place d'actions de maîtrise afin de couvrir les risques identifiés ;
- Etre informé du plan annuel d'audit, des travaux réalisés par l'audit ainsi que des principales conclusions des missions d'audit effectuées par l'Agence Comptable Principale au sein des agences comptables secondaires ;
- Etre informé des principales conclusions des travaux des commissaires aux comptes relatifs au contrôle interne, à l'organisation et à l'élaboration des comptes ;

Le comité d'audit peut proposer la création de comités techniques indépendants, soumis à la validation du Président de l'EFS, ayant pour objectif d'approfondir certaines thématiques évoquées en séance, à la demande des membres du comité d'audit. Le comité d'audit pourra émettre un avis concernant certaines opérations (décisions budgétaires, opérations financières ou immobilières etc.).

Article 3 – Membres

Sont membres de droit du comité d'audit les personnes suivantes :

- les représentants du secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales ;
- les représentants de la Direction du budget ;
- les représentants de la Direction générale de la santé ;
- les représentants de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie ;
- les représentants de la Direction de la Sécurité Sociale
- les représentants de la Direction Générale de l'Offre de Soins ;
- les représentants de la Direction Générale des Entreprises.

Sont invités à assister aux réunions du comité d'audit, sauf demande expresse du comité les représentant :

- Des directions générales de l'établissement ;
- Du Contrôle Général Economique et Financier ;
- De l'Agent Comptable Principal ;
- De la Direction Financière ;
- De la Direction des Ressources Humaines National ;
- De la Direction Risques, Audits et Qualité.

Les « Personnes Responsables » de l'EFS peuvent demander à participer aux réunions si elles le jugent nécessaire.

Article 4 – Désignation du Président

Le Président du comité d'audit est désigné par les membres du comité à la majorité simple. Le Président peut ne pas être administrateur de l'établissement

Article 5 – Convocation du conseil

Le comité d'audit se réunit sur convocation de son Président.

Les convocations aux réunions et les documents à analyser devront parvenir aux membres du comité au moins deux jours avant la réunion.

Article 6 – Ordre du jour

L'ordre du jour est proposé par le Président du comité d'audit en concertation avec la gouvernance de l'EFS. Les membres du comité d'audit et du conseil d'administration peuvent saisir le Président du comité d'audit pour inscrire des thématiques à l'ordre du jour de chaque comité.

Une réunion est consacrée chaque année, à l'examen du budget de l'exercice suivant, à l'examen des travaux des commissaires aux comptes, ainsi que des effets des décisions budgétaires sur l'activité de l'établissement.

Article 7 – Séances

Le comité d'audit peut se réunir autant de fois qu'il le juge nécessaire. La fréquence et la durée des réunions sont fixées par le Président du comité d'audit.

Lorsque les circonstances le justifient, le Président du comité d'audit peut décider de réunir le comité d'audit à distance (difficulté de transport, situation sanitaire ou urgence).

Article 8 – Vote

En cas de désaccord des membres du comité d'audit sur un avis, il peut être décidé d'un vote des membres pour statuer sur la position du comité d'audit auprès du conseil d'administration. En cas de partage des voix, le président du comité d'audit a une voix prépondérante.

Article 9 – Confidentialité

Les membres du comité d'audit sont tenus au respect des règles de confidentialité eu égard aux informations portées à leur connaissance dans le cadre de leur mission.

Article 10 – Reporting au conseil d'administration

Le compte-rendu du comité d'audit est transmis au conseil d'administration par le Président du comité d'audit. Ce compte-rendu reprend les échanges et conclusions du comité d'audit.

En cas de désaccord entre les membres du comité, il en sera fait mention dans le compte-rendu.

Le Président du comité d'audit présente les travaux du comité au conseil d'administration

Article 11 - Moyens

Pour l'accomplissement de ses missions, le comité peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles et opérer les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns.

Le secrétariat du comité d'audit (convocation, envoi des documents, etc) est assuré par la Direction Risques, Audits et Qualité.

Les membres du comité d'audit peuvent se faire assister d'experts.

Article 13 – Modification du règlement intérieur du comité d'audit

Le règlement intérieur du comité d'audit ne peut être modifié que par approbation du conseil d'administration.